

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Service de Coordination des Politiques
Interministérielles
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
Société Ajinomoto Foods Europe
Commune de MESNIL-SAINT-NICAISE

Mise en demeure

ARRÊTÉ du 15 MAI 2019

La préfète de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 portant nomination de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 29 juillet 1996 à la société Ajinomoto Foods Europe pour l'exploitation d'une installation de fabrication de sels d'acides aminés sur le territoire de la commune de Mesnil-Saint-Nicaise à l'adresse suivante 48 route de Nesle, 80 190 Mesnil-Saint-Nicaise concernant notamment les rubriques 1136, 3450 et 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié notamment par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 janvier 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé qui dispose :

« [...] L'établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols, y compris par les eaux pluviales ou lors des prélèvements en nappe. [...] » ;

Vu l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé qui dispose :

« [...] A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations seraient compromises, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.[...] » ;

Vu l'article 39 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé qui dispose :

« 39.1- Principes généraux

Le site des usines ORSAN et AMYLUM France est équipé d'un bassin de confinement étanche pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. [...]

39.2 Fonctionnement

Les organes de commande nécessaires à l'actionnement des vannes d'entrée, de sortie ou de contournement du bassin de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances sur les vannes mêmes ainsi qu'à distance à partir d'un poste de commande. [...] » ;

Vu l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 08 janvier 2008 susvisé qui dispose :

« Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas la dilution ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 16 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courrier du 30 avril 2019 ;

Vu la réponse de l'inspection des installations classées du 13 mai 2019 ;

Considérant que lors de la visite du 22 mars 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La présence de poissons morts en sortie de plateforme au rejet à l'Ingon, et en aval au pont St Jacques.
- La présence de poissons vivants en sortie de plateforme et à Languevoisin, point où l'Ingon rejoint un canal.
- La mise en sécurité de la vanne concernée avec pose d'un joint plein. La vanne impliquée est une vanne dite « douanière » nécessitant l'ouverture d'au moins deux vannes pour permettre le passage du liquide.
- Le relevé de valeurs de pH et de température normales sur le rejet aqueux du site.

Non-Conformité Majeure 1 : L'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires en matière de confinement des eaux notamment pour limiter la pollution des eaux.

Non-Conformité Majeure 2 : L'exploitant a établi une liaison directe entre réseau de collecte de ses condensats d'évaporation et milieu récepteur.

Non-Conformité Majeure 3 : L'exploitant n'a pas mobilisé son bassin de confinement pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors de l'accident.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3, 9 et 39 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Ajinomoto Foods Europe de respecter les prescriptions et dispositions des articles 3, 9 et 39 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La société Ajinomoto Foods Europe exploitant une installation de fabrication d'acides aminés sise 48 route de Nesle sur la commune de Mesnil St Nicaise est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé en s'assurant de prendre les dispositions nécessaires pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, notamment en matière de confinement, dans un délai de six mois.

Article 2 – La société Ajinomoto Foods Europe exploitant une installation de fabrication d'acides aminés sise 48 route de Nesle sur la commune de Mesnil St Nicaise est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé en s'assurant de l'impossibilité d'établir une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur dans un délai de trois mois.

Article 3 – La société Ajinomoto Foods Europe exploitant une installation de fabrication d'acides aminés sise 48 route de Nesle sur la commune de Mesnil St Nicaise est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 39 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1996 susvisé en s'assurant de la possibilité de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident dans un bassin de confinement étanche en toutes circonstances dans un délai de six mois.

Article 4 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

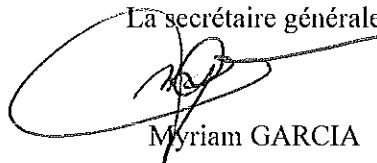
Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou par le biais de l'application « télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 – La secrétaire générale de la préfecture de la Somme, le sous-préfet de Péronne et de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Ajinomoto Foods Europe.

Amiens, le 15 MAI 2019

Pour la préfète et par délégation,

La secrétaire générale

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Myriam Garcia', is written over a circular stamp or seal.

Myriam GARCIA